

2 Politique

Discours à la Nation du chef de l'Etat

Pour une administration réorganisée et renouvelée

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

Lors de son discours des vœux au peuple gabonais le 31 décembre dernier, le président de la République s'est engagé à bâtir une société de la méritocratie. Pour Ali Bongo Ondimba, il est question non seulement de donner les mêmes chances à tous mais aussi, de façonner un "état d'esprit" au sein de l'administration.

"CHACUN doit être promu suivant ses compétences, indépendamment de tout autre critère. J'entends bâtir une société de la méritocratie". C'est ce qu'a laissé entendre le président de la République, lors

de son discours à la Nation du 31 décembre 2017. Pour Ali Bongo Ondimba, il s'agit de justice sociale mais surtout, "d'efficacité collective". C'est pourquoi, évoquant deux points essentiels de l'affermissement de la cohésion sociale, le chef de l'Etat a dit vouloir promouvoir l'égalité des chances et la réforme de l'Etat. Notre Etat se modernise à marche forcée, a reconnu le président de la République, appelant à bâtir un Etat moderne, agile, stratégique, plus efficace dans l'accomplissement de ses missions au service de l'intérêt général, au service des Gabonaises et des Gabonais".

Partant du constat selon lequel ses compatriotes "ne sont pas satisfaits" de leur administration, le numéro

un gabonais s'est donné comme ambition de repenser et revaloriser le rôle du fonctionnaire. Ceci, "dans l'optique d'une plus grande proximité de l'administration avec les préoccupations des usagers". Raison pour laquelle, l'an dernier, le président de la République avait procédé à de nouvelles nominations à la tête des administrations, notamment avec un nombre croissant de jeunes et de femmes et de la société civile.

C'est fort de cela que l'organisation, mais également l'état d'esprit au sein de l'administration doivent être sensiblement renouvelés, ainsi que l'a souhaité Ali Bongo Ondimba.

Par ailleurs, le numéro un gabonais a estimé qu'un Etat moderne c'est aussi un Etat décentralisé. Parce



Ali Bongo Ondimba, le président de la République (ici avec le Premier ministre Emmanuel Issoze Ngondet), a insisté sur le renouvellement de l'"état d'esprit" au sein de l'administration publique.

que, a-t-il justifié, « c'est au plus près du terrain, auprès de ceux qui connaissent les réalités locales que se prennent les décisions les plus

pertinentes. Nous pouvons, en tant que Nation, partager un même et unique but.» Et de relever: « les moyens pour y parvenir peuvent

être, dans chaque département, différents. Car, nous n'avons pas exactement la même histoire, ni les mêmes atouts.»

Opposition/ Fusion avortée entre le FDC et le MPDR

Ben Mongaryas accuse Ntoutoume Emane

J.K.M
Libreville/Gabon

Selon le président du Front démocratique et culturel, l'ancien Premier ministre d'Omar Bongo Ondimba serait responsable de l'échec de la tentative de rapprochement entre sa formation politique et le Mouvement patriotique et démocratique pour la refondation. Toute chose que ce leader a dénoncé, à travers un communiqué de presse, parvenu à notre rédaction le 2 du mois en cours.

POURQUOI le Front démocratique et culturel (FDC) de Quentin Ben Mongaryas n'a pu organiser, comme prévu, le 22 décembre dernier, à l'hôtel Triomphal, son congrès qui aurait débouché sur une fusion avec le Mouvement patriotique et démocratique pour la refondation (MPDR) de Jean-François Ntoutoume Emane ?

Loin de la frénésie constatée sur les réseaux sociaux, le leader du FDC a tenu à apporter sa part de vérité par le biais d'un communiqué de presse qu'il a fait parvenir à notre rédaction, le 2 janvier dernier. Et



Photo : Wilfried Mbinah

Entre le président du FDC, Quentin Ben Mongaryas...



... Et celui du MPDR, Jean-François Ntoutoume Emane, l'heure n'est plus à la fusion des deux structures politiques.



Photo : Bandoma

dans lequel, il impute la responsabilité de l'échec du congrès à l'ancien Premier ministre d'Omar Bongo Ondimba et à son état-major. En ce sens que, selon lui, M. Ntoutoume Emane n'aurait pas respecté les termes de leur accord en s'abstenant notamment de prendre en charge les délégués du Moyen-Ogooué, de s'acquitter des frais de transport des militants de Libreville, de mettre à la disposition des délégués des bus de transport à des endroits précis de ramassage, etc. Plus grave, M. Ben Monga-

ryas estime avoir été victime " d'une manœuvre d'expropriation de parti politique", dans la mesure où il n'aurait pas perçu la totalité de la somme à lui promise par Jean-François Ntoutoume Emane pour sceller l'acte de fusion. En plus du fait qu'il aurait essuyé, avec certains de ses proches, une véritable humiliation en se rendant à la résidence du premier responsable du MPDR pour tenter de sauver les meubles afin de parvenir à l'organisation du congrès. A l'entendre, M. Ntoutoume

Emane n'aurait pas daigné les recevoir en les faisant poireauter, sous la pluie, pendant plus de deux heures. En réalité, selon M. Quentin Ben Mongaryas, au cœur de cette fusion ratée entre le MPDR et le FDC se trouverait Noël Borobo Epemba. C'est ce dernier, à l'en croire, qui aurait joué les entremetteurs entre lui et Jean-François Ntoutoume Emane. " Car monsieur Noël Borobo Epemba l'avait convaincu en tout état de cause (...) pour prétendre la suite être élu

conseiller municipal avec la perspective de devenir maire d'arrondissement ou sénateur". Quoiqu'il en soit, nous avons vainement tenté de joindre l'ancien maire de la capitale gabonaise et l'actuel questeur du Conseil national de la Démocratie (CND), pour qu'ils nous donnent leur version de faits. Dans tous les cas, au regard de tout ce qui précède, Quentin Ben Mongaryas, a estimé que " le FDC, qui est un parti politique citoyen, ne se laissera pas intimider

ni phagocyter par personne !". En outre, le même communiqué de presse, menaçant, prévient: " le comité directeur du FDC met en garde tous les bonimenteurs et autres désinformateurs du FDC sur l'éventualité de poursuites judiciaires pour diffamation et propagation de fausses nouvelles". Il ne reste plus qu'à attendre la version des faits de l'ancien chef du gouvernement de feu Omar Bongo Ondimba et ancien maire de la capitale gabonaise, Libreville.

Programme des cérémonies de présentation de vœux au président de la République, chef de l'Etat et à la première dame

Jeudi 11 janvier 2018

10h00-10h30 : Vœux du Corps diplomatique
10h40-11h10 : Cocktail

15h00-17h30 : Vœux du Gouvernement, du Sénat, de l'Assemblée nationale, de la Cour constitutionnelle, du Corps judi-

ciaire, du Conseil national de la communication (CNC), du Conseil national de la démocratie (CND), des Commissions indépendantes (Commission électorale nationale autonome et permanente (CENAP), Commission nationale de la lutte contre l'enrichissement illicite (CNLCEI), Commission nationale de protection des données à caractères personnels (CNPDCP), de la Médiature de la Répu-

blique, de l'Administration centrale, du Gouvernorat de l'Estuaire, des Mairies, de la Confédération patronale gabonaise, des Confédérations syndicales des travailleurs et des Confessions religieuses.
17h40-18h10 : Cocktail

Vendredi 12 janvier 2018

10h00-11h10 : Vœux des personnels des

forces de défense et de sécurité
11h20-11h50 : Cocktail
15h00-15h50 : Vœux de la Presse écrite et audiovisuelle
16h00-16h30 : Cocktail

16h35-17h15 : Vœux de l'Administration de la présidence de la République
17h25-18h00 : Cocktail.